

28 jan 2004 -12:00

Discours prononce par Verhofstadt en presence de LL. MM. Le Roi

Discours prononce par le Premier Ministre Guy Verhofstadt en presence de LL. MM. Le Roi et La Reine a l'occasion de la reception de nouvel an des autorites du pays. Bruxelles, le 28 janvier 2004

Discours prononce par le Premier Ministre Guy Verhofstadt en presence de LL. MM. Le Roi et La Reine a l'occasion de la reception de nouvel an des autorites du pays. Bruxelles, le 28 janvier 2004

Sire, De l'année 2003 reste le souvenir d'une année difficile. L'actualité internationale fut dominée par la guerre en Irak. D'un point de vue économique, l'année 2003 restera comme la troisième année difficile successive. Ajoutons que l'Union européenne n'est pas parvenue à dégager un consensus sur la constitution. Mais l'année 2003 aura également été une année encourageante. Les festivités organisées dans le cadre du dixième anniversaire de votre règne connurent un franc succès. Quantité de citoyens vinrent en effet vous témoigner leur sympathie et leur soutien. L'assistance nombreuse, l'excellente ambiance et la spontanéité dont firent preuve tant de personnes illustrent l'énorme respect et l'intense sympathie qu'éprouvent pour Vous les citoyens de ce pays. Pour Vous, Sire, à titre personnel, l'année 2003 ne fut pas moins particulière. Ainsi, Vous avez une nouvelle fois goûté aux joies d'être grand-père et beau-père. Ces deux événements ne manquèrent d'ailleurs pas de susciter l'émotion parmi nos compatriotes. Sire, Madame, L'année 2004 s'annonce comme une année pleine d'espoir. Pour la première fois depuis trois ans, les perspectives sont de nouveau encourageantes. Les Belges retrouvent une confiance en l'avenir. Une période de croissance économique s'annonce. Nous constatons que les entreprises nationales et étrangères s'intéressent de plus en plus à la Belgique comme terre d'investissement et que toujours plus de personnes souhaitent lancer une activité indépendante. Cette année offre de nouvelles perspectives en matière de création d'emploi. Cet horizon prometteur constitue une excellente occasion de balayer les obstacles auxquels se heurte notre pays depuis des décennies. Depuis des dizaines d'années, des organisations internationales telles le FMI, l'OCDE et la Commission européenne, pointent du doigt ces mêmes défauts : un coût salarial trop élevé, une dette trop importante, mais surtout un taux d'activité trop bas. Notre mission est donc claire : si nous souhaitons sauvegarder notre niveau de vie au 21ème siècle, nous devons oser entreprendre des réformes. Si nous voulons préserver la combinaison de bien-être et de protection sociale qui nous est si chère, nous devons oser adopter des mesures de fond. Si nous voulons faire face aux défis du vieillissement, nous devons augmenter drastiquement notre taux d'activité. Offrir à davantage de personnes la possibilité de trouver un emploi. C'est, guidé par cet objectif, que les partenaires au sein du gouvernement ont, par-delà les frontières des dogmes et des tabous, tranché une série de questions et lancé une série de changements. Un résultat rendu possible par le sens des responsabilités et un état d'esprit positif. Le Gouvernement ou les partenaires au sein de la coalition ne peuvent toutefois pas assumer seuls la mission d'œuvrer à une augmentation de notre taux d'activité. Elle est en effet bien trop importante. Chaque individu devra apporter sa pierre à l'édifice. Il importe que nous menions à bien, dans un effort commun, les réformes qui s'annoncent afin de permettre à notre pays de gravir les échelons jusqu'au peloton de tête de l'Union européenne. Cette victoire ne sera acquise que si chacun assume ses responsabilités ; majorité en concertation avec opposition, syndicats, indépendants et employeurs, flamands, wallons et bruxellois. Les entrepreneurs doivent se lancer de nouveau. Les travailleurs doivent s'engager. Les demandeurs d'emploi doivent se former. Les enseignants doivent transmettre à leurs élèves un esprit créatif et d'entreprise. Ce n'est qu'unis dans un même effort que nous pourrons relever le défi de taille auquel est confronté notre pays. Sire, Madame, L'année 2004 sera pour l'Europe une année historique. Nous entretenons le ferme espoir que cette année la Constitution européenne sera réalité. L'élargissement imminent de l'Union européenne reste toutefois le rendez-vous à ne pas manquer. Au premier mai 2004, dix pays de l'ancien Bloc de l'Est adhéreront en effet à l'Union européenne. Ces dix nations dont les

populations ont, pendant près de cinquante ans, été les victimes de l'oppression et de la peur, rejoindront le projet européen dont elles furent exclues pendant tout ce temps. Ces citoyens parlent même de " retour à la maison ". Certains pensent que cet élargissement vers l'Est n'est dicté que par des raisons économiques ou politiques. Soyons honnêtes, l'élargissement revêt en effet une importance économique et politique. Mais ce projet ambitionne bien davantage. Tout comme ce fut le cas pour l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, cet élargissement constitue une importante opération de solidarité. Comme ce fut notre devoir d'apporter notre aide à ces nations qui venaient de se libérer d'une dictature fasciste, notre devoir nous appelle maintenant à soutenir ces nouveaux États, jeunes démocraties indépendantes âgées de quinze ans. Le 1er mai 2004 sera donc une date historique. Il importe que cette date soit considérée, non seulement en Europe, mais également dans notre pays, comme un jour de fête célébrant la réunification, la solidarité. Nous devons aussi faire preuve de cette même solidarité à l'égard de l'Afrique centrale. L'obligation morale et historique qui nous incombe est en effet de contribuer à la stabilité dans cette région. Ainsi, nous participerons à l'élaboration d'une justice forte, d'une administration efficace ainsi que d'une armée organisée. Assumant le rôle de partenaires, nous pourrons dès lors collaborer au développement d'une région dont la stabilité, la paix et la prospérité doivent être garanties. Sire, Madame, Cette nouvelle année s'annonce comme une année d'espoir. Ces espoirs ne se concrétiseront qu'à condition que tous, nous y oeuvrions. Il n'y a aucune raison de perdre espoir, puisqu'en comparaison avec nos pays voisins, nos résultats sont plutôt encourageants. Toutefois, il n'y a non plus lieu de se reposer sur nos lauriers, parce que demain, nous devons faire mieux. Nous le devons à notre nation et à nos citoyens. Je souhaite une heureuse année 2004 à toutes les personnes présentes et en particulier au Roi, à la Reine et à toute la Famille Royale.